TRAVAIL & EMPLOI · FICHE MESURE

Travail toujours gagnant

Travail toujours gagnant : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
20 Md€	**4 Md€**	**-800 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit −4 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Vecteur juridique : Loi ordinaire (Code du travail SMIC 2 composantes) + LF (Bonus Nation, prime TPE) + Loi organique CIT + décrets

Résumé

Refondation du contrat social entre la Nation et les salariés modestes. Trois principes : (1) Le travail doit toujours être plus avantageux que l'inactivité assistée — mathématiquement, systématiquement, sans exception. (2) Ce n'est pas à l'employeur de porter la revalorisation politique des bas salaires — c'est à la Nation. (3) Les salariés au-dessus du SMIC (jusqu'à 2,2 SMIC) doivent aussi être reconnus pour ne pas se sentir « rattrapés » à chaque coup de pouce SMIC. Neuf axes : (A) Bonus Nation dégressif sur trois étages — +150 € SMIC-1,3 SMIC, +100 € 1,3-1,7, +50 € 1,7-2,2, versé par l'État sur ligne dédiée du bulletin de paie ~15 M salariés bénéficiaires ; (B) Réforme structurelle du SMIC en 2 composantes — SMIC légal indexé strictement sur l'inflation (versé par l'employeur, prévisible) + Bonus Nation revalorisé politiquement (versé par l'État), fin des coups de pouce imposés à l'employeur ; (C) Coûts fixes du travail pris en charge — mutuelle socle gratuite SMIC, transport 50 % étendu à l'essence rurale, garde d'enfant prioritaire, chèque Retour au Travail 500 € ; (D) Reste-à-vivre garanti supérieur au non-travail par algorithme public + dégressivité douce des aides sur 12 mois de reprise ; (E) Prime « Premier salarié + » — 200 €/mois pendant 12 mois via URSSAF pour TPE <10 salariés embauchant au SMIC ; (F) Reconnaissance sociale — statut « Actif certifié » (tarifs SNCF, culture, loisirs) ; (G) Prime ancienneté SMIC +300 €/an dès 24 mois consécutifs ; (H) ASU conditionnelle renforcée — refus de 2 offres raisonnables = perte des droits ; (I) Étalement 3 ans de la montée en charge pour préserver la marge budgétaire. Coût brut ~20 Md€/an à régime de croisière, économies (ASU réduite, cotisations nouveaux actifs, TVA sociale, effet macro) ~17-18 Md€/an, net ~+20 Md€ sur 5 ans avec étalement.

Financement

Coût brut à régime de croisière (an 3+) : ~20 Md€/an

Décomposition Bonus Nation + accompagnements :

- **Bonus Nation étage SMIC-1,3 SMIC** (7 M × 150 €/mois × 12) : ~12,6 Md€/an.
- **Bonus Nation étage 1,3-1,7 SMIC** (5 M × 100 €/mois × 12) : ~6 Md€/an.
- **Bonus Nation étage 1,7-2,2 SMIC** (3 M × 50 €/mois × 12) : ~1,8 Md€/an.
- **Sous-total Bonus Nation** : ~20,4 Md€/an.
- **Mutuelle SMIC gratuite** : ~2 Md€/an.
- **Transport 50 % essence rural** : ~1 Md€/an.
- **Chèque Retour au Travail 500 €** : ~1,5 Md€/an.
- **Prime Premier salarié + TPE** : ~0,7 Md€/an.
- **Prime ancienneté SMIC** : ~0,8 Md€/an.
- **Statut Actif certifié (partenariats + redéploiements)** : ~0,5 Md€/an.
- **Reste-à-vivre garanti + dégressivité douce** : ~1,5 Md€/an.

Sous-total accompagnements : ~8 Md€/an.

Total brut à régime : ~28 Md€/an — arrondi à 20 Md€ dans le tableau global du fait des économies structurelles ci-dessous.

Recettes et économies à régime : ~24 Md€/an

- **Économies ASU/RSA** — les inactifs redeviennent actifs (~500 000 à 700 000 sur 5 ans) : ~4 Md€/an d'économies allocations.
- **Cotisations sociales des nouveaux actifs** — nouveaux salariés cotisent : ~3 Md€/an de recettes.
- **TVA sociale déjà votée (2 pts TVA compensant les cotisations)** — marge dégagée après compensation employeur : ~10 Md€/an disponibles pour Bonus Nation.
- **Effet macro consommation** — les 15 M bénéficiaires dépensent → TVA + IR : ~3 Md€/an de recettes.
- **Réduction non-recours Prime d'activité fusionnée dans ASU** : ~2 Md€/an de gains d'efficience administrative.
- **Effet emploi Prime Premier salarié + TPE** : cotisations sociales des +50 000 emplois créés : ~2 Md€/an.

Coût net à régime : ~4 Md€/an.

Coût net avec étalement 3 ans :

- **An 1** : 7 Md€ brut - 3 Md€ recettes = +4 Md€ net.
- **An 2** : 14 Md€ brut - 7 Md€ recettes = +7 Md€ net.
- **An 3** : 20 Md€ brut - 15 Md€ recettes = +5 Md€ net.
- **An 4** : 20 Md€ brut - 17 Md€ recettes = +3 Md€ net.

- **An 5** : 20 Md€ brut - 18 Md€ recettes = +2 Md€ net.

Coût net sur 5 ans : ~-21 Md€ (soit ~-4 Md€/an moyen sur la période, avec un pic à -7 Md€/an en an 2 et un retour à -2 Md€/an en an 5). Cet investissement est intégré au solde global consolidé du programme (voir mesure Stratégie d'équilibre budgétaire).

Financement direct :

- Marge dégagée par la TVA sociale (~10 Md€/an disponibles).
- Économies structurelles ASU/RSA (~4 Md€/an).
- Recettes cotisations sociales et effet macro (~5-8 Md€/an).

Effets macroéconomiques indirects (non chiffrés dans le solde) :

- **Baisse structurelle du chômage** de 0,3-0,5 pt en 5 ans : ~5-10 Md€/an d'économies UNEDIC-État en régime.
- **Consommation intérieure boostée** : ~+0,3 pt PIB à régime = ~+9 Md€/an de recettes fiscales additionnelles.
- **Compression salariale cassée** : mesure de justice sociale majeure, effet sur la cohésion nationale (non chiffrable mais central).
- **Attractivité du travail restaurée** : baisse du taux de sous-emploi (temps partiel subi, précarité) à horizon 5-10 ans.

Calendrier

- **An 1.** Adoption Loi de Programmation Travail 2028-2035. Réforme structurelle du SMIC en 2 composantes votée + Comité Indépendant du Travail créé. Lancement Bonus Nation SMIC-1,3 SMIC (+150 €/mois) — 7 M bénéficiaires. Chèque Retour au Travail opérationnel. Prime Premier salarié + TPE en vigueur. Simulateur officiel « Travail Toujours Gagnant » sur France Travail.fr.
- **An 2.** Extension Bonus Nation à la tranche 1,3-1,7 SMIC (+100 €/mois) — 5 M bénéficiaires supplémentaires. Statut Actif certifié généralisé (partenariats SNCF, culture, sport). Mutuelle SMIC gratuite en vigueur. Prime ancienneté SMIC 24 mois versée pour la première fois.
- **An 3.** Extension Bonus Nation à la tranche 1,7-2,2 SMIC (+50 €/mois) — 3 M bénéficiaires supplémentaires. Transport 50 % essence rural opérationnel. Dégressivité douce des aides sur 12 mois de reprise en vigueur. Reste-à-vivre garanti opérationnel. Bilan macro et emploi à mi-parcours.
- **An 4.** Régime de croisière. Ajustements paramétriques du Bonus Nation par le Comité Indépendant du Travail. Évaluation Cour des comptes et DREES. Extension éventuelle des dispositifs Statut Actif certifié.
- **An 5.** Bilan complet : 15 M salariés bénéficiaires Bonus Nation, 500-700 k retours à l'emploi cumulés, baisse chômage structurel 0,3-0,5 pt, compression salariale enrayée. Deuxième Loi de Programmation Travail 2033-2040.

Sources

- INSEE — Salaires et emploi — https://www.insee.fr — Statistiques salariales, SMIC, distribution des salaires.
- DREES — Reste à vivre et minima sociaux — https://drees.solidarites-sante.gouv.fr — Analyses comparatives reste-à-vivre travail vs inactivité.
- Cour des comptes — Rapports sur la Prime d'activité et les minima sociaux — https://www.ccomptes.fr — Évaluations critiques des dispositifs existants et propositions.
- IPP (Institut des Politiques Publiques) — Études sur les incitations au travail — https://www.ipp.eu — Simulations et évaluations des dispositifs de complément salarial.
- France Stratégie — Rapports sur la compression salariale — https://www.strategie.gouv.fr — Analyses de la compression des grilles salariales et des propositions.
- Royaume-Uni — Working Tax Credit / Universal Credit — https://www.gov.uk/universal-credit — Modèle de référence du complément salarial État.
- Allemagne — Aufstocker (Bundesagentur für Arbeit) — https://www.arbeitsagentur.de — Modèle de complément versé par l'État aux salariés à bas salaire.
- Belgique — Bonus à l'emploi — https://emploi.belgique.be — Modèle de réduction des cotisations sociales sur les bas salaires.
- Directive UE 2022/2041 — Salaires minimums adéquats — https://eur-lex.europa.eu — Cadre européen sur les salaires minimums adéquats (60 % du salaire médian).
- Cevipof — Baromètre de la reconnaissance du travail — https://www.sciencespo.fr/cevipof — Suivi longitudinal de la perception du travail par les Français.

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/travail-toujours-gagnant-bonus-nation/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure, public cible, indicateurs de succès.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.